



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

ADIL 24

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ADIL 24

175, rue Martha Desrumaux - 24000 Périgueux.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 80055
92096 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

ADIL 24

175, rue Martha Desrumaux - 24000 Périgueux.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'Administration de l'association ADIL 24,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADIL 24 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 12 mai 2025

KPMG SA



Valérie Crabos

Commissaire aux comptes

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	19 974	13 131	6 843	1 195
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	18 294		18 294	18 294
Constructions	294 693	292 842	1 850	2 525
Installations techniques, matériel et outillages industriels	381	381		
Autres immobilisations corporelles	123 412	110 602	12 811	4 379
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	1 680		1 680	1 634
Autres titres immobilisés	15 000		15 000	15 000
Prêts				
Autres immobilisations financières	14 333		14 333	500
TOTAL I	487 766	416 956	70 810	43 527
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	63 195		63 195	80 054
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	532 719		532 719	428 764
Charges constatées d'avance	33 739		33 739	12 661
TOTAL III	629 653		629 653	521 479
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 117 418	416 956	700 462	565 006

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	197 840	197 840
Report à nouveau	122 465	141 316
Excédent ou déficit de l'exercice	52 484	-18 851
Situation nette	372 789	320 305
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	5 763	
Provisions réglementées		
TOTAL I	378 552	320 305
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	130 431	109 167
TOTAL III	130 431	109 167
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52 453	30 506
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	119 431	103 926
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	19 596	
Autres dettes		1 102
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	191 479	135 534
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	700 462	565 006

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	62 520	59 634
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	200	44
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	658 325	640 928
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	52 703	50 928
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 340	46 860
Utilisations des fonds dédiés	40 167	10 037
Autres produits	4 024	10
TOTAL I	825 279	808 440
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	153 866	142 322
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	19 683	15 710
Salaires et traitements	404 325	504 199
Charges sociales	133 156	108 417
Dotations aux amortissements et dépréciations	3 793	4 050
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	61 431	55 000
Autres charges	2 139	8
TOTAL II	778 393	829 704
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	46 885	-21 265
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5 599	3 540
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	5 599	3 540
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	5 599	3 540
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	52 484	-17 725

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		303
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		303
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		1 429
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		1 429
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-1 126
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	830 878	812 282
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	778 394	831 133
EXCÉDENT OU DÉFICIT	52 484	-18 851

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 700 462 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 52 484 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

L'ADIL a déménagé en fin d'année 2024. Elle a rejoint la maison départemental de l'habitat, qui se prénomme l'OUSTAL. L'idée était de regrouper en un seul lieu tous les outils départementaux œuvrant en matière de logement et de l'habitat et regroupant ainsi : l'ADIL24, SOLIHA24, l'ATD24, le CAUE24, PERIGORD HABITAT entre autre.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Nous n'avons aucune fait significatif à signaler à la clôture de l'exercice.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 1 à 5 ans, |
| • Constructions | 25 ans, |
| • Agencements et aménagements | 3 à 10 ans, |
| • Matériel de bureau et informatique | 3 à 5 ans, |
| • Mobilier | 5 à 10 ans, |
| • | |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir. (à détailler)

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.38%.

L'association est couverte par un contrat ALLIANZ et AXA , offrant une couverture bien supérieure pour une dette actuarielle estimée à 22 088 €, l'association n'a pas procédé à la comptabilisation de provision sur l'exercice.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 130 431 euros

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Activité de l'association

L'ADIL 24 conseille et informe gratuitement les particuliers sur toutes les questions juridiques, financières et fiscales ayant trait au logement.

L'accompagnement des locataires en difficultés avec un service de prévention des expulsions locatives - SPEL recherche avec le propriétaire et le locataire des solutions adaptées à la situation - étalement de la dette, aides financières FSL, dossier de surendettement et met en place des protocoles d'accord afin d'assurer un maintien dans le logement puis en effectue un suivi régulier.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'association

Siège social de l'ADIL 24 :

3 rue Victor Hugo

24 000 PERIGUEUX

L'association intervient également au :

CENTRE D'INFORMATION SUR L'HABITAT - BERGERAC

Point Info Famille - Caisse d'Allocations Familiales

24 boulevard Victor Hugo

24 100 BERGERAC

L'association assure une présence dans 15 permanences départementales dans les villes suivantes :

BELVES, BRANTOME, EXCIDEUIL, LA FORCE, LE BUGUE, LALINDE, MONTIGNAC, MONTPON, NONTRON, PORT STE FOY, RIBERAC, ST ASTIER, SARLAT, TERRASSON, THIVIERS.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 059		6 915
TOTAL	13 059		6 915
Terrains	18 294		
Constructions :	73 176		
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations :	221 517		
- Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage	381		
- Générales, agencements et aménagements divers	38 218		
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	74 907		10 287
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	426 493		10 287
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :	1 634		46
- Participations			
- Titres immobilisés	15 000		
Prêts et autres immobilisations financières	500		13 833
TOTAL	17 134		13 878
TOTAL GÉNÉRAL	456 686		31 080

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			19 974	
TOTAL			19 974	
Terrains			18 294	
Constructions :			73 176	
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations :			221 517	
- Gales, agencts et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage			381	
- Gales, agencts et aménagt. divers			38 218	
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier			85 194	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			436 780	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :			1 680	
- Participations				
- Titres immobilisés			15 000	
Prêts et autres immobilisations financières			14 333	
TOTAL			31 012	
TOTAL GÉNÉRAL			487 766	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	11 864	1 267		13 131
TOTAL	11 864	1 267		13 131
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre	73 176			73 176
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	218 992	675		219 667
Installations techniques, matériel et outillage industriel	381			381
Installations générales, agencements et aménagements divers	35 857	393		36 251
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	72 889	1 462		74 351
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	401 295	2 530		403 825
TOTAL GÉNÉRAL	413 159	3 797		416 956

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	14 333		14 333
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	62 945	62 945	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	250	250	
Charges constatées d'avance	33 739	33 739	
TOTAL	111 266	96 934	14 333

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	52 453	52 453		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	51 492	51 492		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	59 322	59 322		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	8 617	8 617		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	19 596	19 596		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	191 479	191 479		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 400	9 242
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	75 367	64 766
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		1 102
TOTAL	86 767	75 109

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		80 054
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	3 680	2 198
TOTAL	3 680	82 252

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	33 739	12 661
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		33 739	12 661

Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
convention mous 2024						11 431	
PEX 2022	4 167		4 167				
PEX 2023	50 000		36 000			14 000	
PEX 2024	55 000					55 000	
PEX 2025						50 000	
TOTAL	109 167		40 167			130 431	
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Tableau des subventions d'investissement

Subventions d'investissement	Montant à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal		5 763		5 763
Quotes-parts virées au résultat				

Subvention ETAT pour financer en partie un logiciel qui sera mis en service en 2025

Variation des fonds propres art. 431-5
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	197 840				197 840
Report à nouveau	141 316			18 851	122 465
Excédent ou déficit de l'exercice	-18 851				52 484
Situation nette	320 305			18 851	372 789
Dotations consommables					
Subventions d'investissement			5 763		5 763
Provisions réglementées					
TOTAL	320 305		5 763	18 851	378 552

Commentaires : néant